moyen de nos

l'embarras et avoirs limités, ase restrictive partient d'imct une phraconséquence les cetisations sons d'Ecole. Bill pendant pportant à un vnis pas l'idée fin de l'unnée ils de Distric**t** excederaient le cours de la de cinquanto il de District, tisations pour l'on s'apercut répondre par ır ses constiar ce défaut grand que le e que l'on y de la Légis-

onvénient en aux maisons ont été resi'ai fait allu-

La maison ut entière, et e tenus à ses Je ne doute 'ectuosité de l'Acto sous ce rapport durant la présente Session de la Législature.

Il est une autre clause contre laquelle, si je suis bien informé, on éprouve plus de répugnance que contre tonte autre disposition de l'Acte; savoir: la dernière partie de la cinquième clause de la 27me section, qui dit: "Et " avant que les dits Syndies, ou leur procureur, nient le " droit de recevoir da Surintendant de District leur part " du tonds des Ecoles Communes, ils devront lui tournir " une déclaration du Secrétaire-Trésorier constatant " qu'il a réellement et bonâ fide reçu et a en sa posses-" sion pour le paiement de l'Instituteur, une somme " suffisante avec la dite subvention du fonds des Ecoles "Communes pour les objets susdits;" c'est à dire que les Syndies ont payé à l'Instituteur ce qu'ils sont convenus de lui payer en addition à la somme due par le fonds des Ecoles, ju.qu'au moment où ils lui donnent un ordre pour se faire payer par le Surintendant de Distriet. Si les Syndies sont convenus de le payer sur le pied de eing, dix louis, ou davantage, par trimestre ou semiannuellement, en addition à leur part du fonds des Ecoles Communes, il est nécessaire qu'ils lui paient ou qu'ils aient en main de quoi lui payer cette somme de cinq ou dix louis ou davantage suivant le cas, nfin d'avoir droit à leur part du fonds des Ecoles. Le but de cette clause est d'assurer à l'Instituteur le paiement ponctuel d'une partie de son salaire aussi bien que de l'autre, que cette part soit plus ou moins forte suivant les conventions avec les Syndies qui l'emploient. En même tems cette obligation fournira aux Syndies un nouvel argument, aussi bien qu'un motif pour insister sur ce que les parens des enfans qui vont à l'Ecole paient les différentes petites sommes qu'elle ont souscrites ou auxquelles elle ont été cotisées.

La seule objection que je connaisse contre une pareille disposition Législative, comme condition de l'octroi de la subvention, est que les parens sont incapables de payer